

SYSTÈME LMD À TIZI-OUZOU

Etudiants et adminisration suscitent le débat

Il y avait beaucoup de monde, des jeunes filles dans l'écrasante majorité, à l'amphi C de l'ex-lycée Hamlat affecté aux 900 étudiants de droit qui ont opté pour le nouveau système de progression des études universitaires introduit par la réforme de l'enseignement supérieur.

Les étudiants nourrissent beaucoup d'appréhensions et d'inquiétudes sur leur avenir, ils ne comprennent pas tous les changements apportés par le système LMD, ils veulent des éclaircissements et des garanties d'accès au master et au doctorat. Ils s'interrogent aussi sur les débouchés qu'offrent ces titres sur le marché du travail.

Peut-on accéder aux métiers d'avocat, de notaire, de magistrat et autres professions de la Fonction publique ? Quelle différence entre la licence du nouveau système et celle de l'ancien, d'une part, le master et le magister d'autre part ? Des questions adressées à M. Metiche, vice-recteur, et M. Kaïs, responsable de la faculté de droit.

Ces derniers, accueillis par des acclamations et des youyous malgré leur arrivée en retard, se sont employés à expliquer le nouveau système mettant, notamment, l'accent sur les avantages qu'il offre dans la progression du cursus,

l'adaptation du programme aux demandes du marché, la normalisation des diplômes à l'échelle internationale. L'accès au master des étudiants suivant la formation académique est garanti avec la moyenne de 10 sur 20 de tous les semestres y compris avec un crédit de 30 unités, la sélection n'intervient qu'en cas d'encombrement d'une des

spécialités ouvertes, ont souligné les deux responsables. En revanche, l'accès au doctorat implique l'élaboration par les enseignants d'un projet en ce sens une année à l'avance. Le système LMD n'est pas importé et intégré globalement, il s'inspire, certes, de ce qui se fait ailleurs mais adapté aux conditions locales, affirme le vice-recteur répondant à une question d'un membre du comité étudiant. Il est question de le généraliser progressivement pour mettre les diplômés algériens au même

niveau que celui des autres pays. Si le passage d'une université à l'autre ne pose pas de problèmes aux étudiants ayant la moyenne dans les enseignements fondamentaux, comme le précise le vice-recteur, la question de l'inadéquation des moyens matériels et pédagogiques ainsi que celle portant sur le manque d'encadrement est demeurée sans réponse laissant les étudiants, qui semblaient difficiles à convaincre, sur leur faim.

B. T.

Glissement de terrain aux portes du nouvel hôpital d'Azeffoun

L'achèvement de la construction du nouvel hôpital de la ville d'Azeffoun risque de connaître un imprévu de taille alors que l'avancement des travaux est pratiquement dans sa phase finale.

Un glissement de terrain menace le bâti administratif derrière lequel il est aisément facile de constater le déplacement de la terre sur plusieurs mètres. Construit indépendamment du bloc hospitalier au nord-est de l'ouvrage, mais surtout édifié au-dessus d'un talus ce qui a favorisé le phénomène qui s'est accentué jusqu'à un peu plus de deux mètres de l'édifice.

Les services chargés du suivi du projet ont paré au plus urgent en procédant à l'installation de

plaques en acier solidement enfoncées à l'intérieur de la terre (pale-planches).

Une technique qui permettra de stopper le mouvement qui peut, tout de même, se révéler insuffisante dans certains cas.

Le nouvel hôpital de 60 lits dont les travaux ont été confiés à une entreprise chinoise est construit au nord de la ville et le taux d'avancement du projet est à 80%. Un établissement moderne avec des blocs opératoires tant attendu pour suppléer l'ancienne structure qui ne servira désormais que de polyclinique. Espérons que cette attente ne sera pas perturbée par cet imprévu.

F. B.

L'APW VOTE LE BP 2009 À BOUMERDÈS

77 millions de dinars pour les bibliothèques

La culture jouit de plus de considération — financière — à Boumerdès. Il était temps, diront probablement certains. Près de 8 milliards de centimes seront en effet consacrés à l'achèvement des travaux ou à la construction de bibliothèques.

17 communes bénéficieront d'affectations financières variant entre un million cinq cents mille à sept millions de dinars. C'est ce qu'a décidé l'Assemblée populaire de Boumerdès qui a voté le budget primitif (BP) de l'année en cours. Mises à part 5 abstentions, le budget 2009 de la wilaya de Boumerdès a été voté à une écrasante majorité. Les communes inscrites dans cette liste sont les plus pauvres.

17 communes sur les 32 que compte la wilaya ne peuvent prendre, a priori, en charge la construction d'une bibliothèque communale. Cela démontre, si besoin est, que des efforts

énormes sont à faire pour rattraper les retards enregistrés en matière de développement. Les autres communes ont pris en charge sur leur budget ou celui des PCD (plans communaux de développement) la construction de ces bibliothèques. Ce programme indique-t-il un changement par rapport à l'importance de la culture dans la région ? Lors des débats portant budget primitif, certains élus ne se sont pas empêchés de verser dans le discours démagogique. En termes de propositions pour le développement réel de la région,

ils en sont avarés. L'assistance a noté en effet que ces derniers pensent que la répartition de l'argent provenant de la taxe sur les activités professionnelles (TAP) se fait de manière injuste. Ils estiment que les communes pauvres sont lésées. Ils suggèrent par conséquent de relever les montants qui leur sont alloués.

Devant un argumentaire non convaincant, les membres de l'exécutif ont la part belle pour clouer au pilori les intervenants. Réponse comptable et législative : « Cette répartition se fait selon ce qu'édicte la loi », expliquera le directeur des impôts de la wilaya. Logique ! dira sûrement un P/APC d'une quelconque commune pourvoyeuse de taxes. Ce responsable des impôts rappelle

la méthode de partage des sommes collectées : la wilaya (65,30%), la commune concernée (29,30%) et le fonds de solidarité intercommunal (15,40%) — avant d'asséner : « Celle (commune) qui collecte plus gagnera plus. C'est aussi simple. » Pour le wali, Brahim Merad c'est l'activité économique et commerciale qui génère cette taxe et qui enrichit les municipalités. C'est justement dans ce domaine que le génie des élus se vérifie : pouvoir mettre en marche une dynamique de progrès économique des localités que les électeurs — au vu des résultats proclamés — leur ont confiées. Les administrés ne demanderont que la concrétisation des promesses électorales.

Abachi L.

SÉTIF

Des ralentisseurs pour les cités d'El-Eulma

Voilà presque une année, quelques rues de la grande cité Houari-Boumedienne ont été revêtues par de l'enrobé ce qui les a rendues praticables avec l'élimination des nids-de-poules et autres cratères béants à la grande satisfaction des citoyens. Néanmoins, les automobilistes peu enclins au respect du code de la route et à la priorité les utilisent comme terrain de rallye en appuyant fortement sur le champignon ce qui a provoqué, en l'espace de quelques mois, plus d'une vingtaine d'accidents heureusement sans pertes de vies. La cité qui compte deux CEM et une école primaire avec un grand nombre d'écoliers vit dans la crainte de voir une catastrophe ébranler leur quartier. Aussi les résidents de cette cité demandent aux pouvoirs publics et surtout à l'APC d'aménager tout le long des rues à grande circulation des dos d'âne à même d'enrayer ce fléau très préjudiciable au cadre de vie, d'une population de plus de 600 familles en plus de l'installation de panneaux de signalisation « Stop » aux carrefours, ce qui influera positivement sur le comportement des « as » du volant et évitera des drames. Si nous avons ciblé cette cité, il n'en demeure pas moins que toutes les autres qui ont bénéficié des mêmes travaux connaissent la même situation et revendiquent la même opération.

La guerre aux constructions illicites

Les trois communes de la daïra d'El-Eulma viennent de prendre la décision d'éradiquer toutes les constructions illicites et tous les dépassements observés au niveau de leur territoire. L'opération a commencé par la démolition de beaucoup d'habitations avec le concours de la sûreté de daïra et de la Gendarmerie nationale. Pour El-Eulma-ville, les autorités seraient mieux inspirées quant à la destruction du premier bidonville, en l'occurrence Souk-Enssaa qui empoisonne la vie à toute une population lasse de ce décor qui agresse l'environnement en général. Louable initiative si elle perdure pour donner à nos cités un autre cachet et enrayer à jamais ce fléau qui ne cesse de prendre de l'ampleur.

Mostefa Djafar

ESCROQUERIE À SIDI-BEL-ABBÈS

Une personne sous contrôle judiciaire

Les éléments de la brigade économique et financière de Sidi-Bel-Abbès ont procédé à l'arrestation d'une personne accusée d'avoir émis un chèque sans provision d'un montant de 15 millions de DA. Présentée devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès, le mis en cause a été placé sous contrôle judiciaire en attendant son jugement. Le prévenu, rappelons-le, a voulu acquérir un lot de terrain de 1 680 m², lors d'une vente aux enchères.

La vente a été adjugée en sa faveur mais au moment de s'acquitter du montant de la cession, celui-ci aurait sollicité un entrepreneur pour lui avancer la somme en question et en contrepartie, il lui a remis un chèque d'un montant de 30 millions de DA, souligne la cellule de communication. La victime a découvert que le chèque était sans provision.

A. M.

SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR L'INGÉNIERIE DU RISQUE À ORAN

Pour une gestion anticipée et rigoureuse

A en juger par l'ampleur que peut prendre un simple incident du quotidien, la volonté de devoir et surtout de pouvoir y remédier ou tout simplement éviter l'irréparable se traduit à travers des rencontres conçues pour débattre de toutes ces possibilités.

Partant de cette optique, l'université d'Oran, en collaboration avec l'activité Aval, placée sous le haut patronage du ministre de l'Energie et des Mines, un séminaire international ayant pour thème « L'ingénierie du risque : défense en profondeur et résilience » se déroule sur deux jours (24 et 25 janvier) au niveau de l'auditorium du siège

de l'activité Aval d'Oran. Les différentes communications qui seront présentées lors de cette importante rencontre traiteront entre autres thèmes relatifs aux convergences internationales et de la coopération scientifique, de la gestion de l'incertitude et de la connaissance en profondeur des politiques publiques de régulation et autres.

Les organisateurs de cette manifestation estiment qu'il suffit d'« une catastrophe, voire d'un cataclysme causé par une explosion, un incendie, des inondations, un cyclone, un tremblement de terre, un acte terroriste, une rupture de barrage de gazoduc, pour que l'on soit projeté directement et indéniablement

vers l'horreur. Pire, vers le déséquilibre social, économique et environnemental d'un territoire où la crise s'installe avec un enchaînement de sinistres ».

Dès lors, cette rencontre s'est assignée plusieurs objectifs, qui s'articulent autour « de l'anticipation et de l'organisation de la résistance et la défense en profondeur, de l'assurance de la continuité des fonctions vitales en mode de crise, mais aussi la restauration de la stabilité des systèmes en sortie de crise en passant par une culture et une gestion anticipée et rigoureuse des risques ».

A. B.